

Audience publique du 14 juin 2018

Recours formé par Monsieur, ...,
contre trois décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 27, L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 41142 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 14 mai 2018 par Maître Philippe Stroesser, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, déclarant être né le ... à ... (Algérie) et être de nationalité algérienne, demeurant actuellement au Centre pénitentiaire de Luxembourg, tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 25 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, à la réformation de la décision du même ministre du même jour portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et à la réformation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 29 mai 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

La soussignée entendue en son rapport, ainsi que Maître Denise Parisi, en remplacement de Maître Philippe Stroesser, et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 juin 2018.

Le 29 décembre 2015, Monsieur, alias ..., alias ..., alias ..., alias ..., alias ..., ci-après dénommé « Monsieur », introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, dans un rapport du même jour.

Le 7 mars 2018, Monsieur fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 25 avril 2018, notifiée à l'intéressé en mains propres le 27 avril 2018, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, désigné ci-après par « le ministre », après avoir résumé les déclarations de Monsieur comme suit : « (...) *En mains le rapport du Service*

de Police Judiciaire du 29 décembre 2015.

Il ressort dudit rapport que vous auriez quitté votre pays d'origine le 25 mai 2015. Vous avez déjà séjourné en Europe en 2009 et avez fait une demande de protection internationale en Grèce, mais vous seriez retourné en Algérie en 2010. Vous seriez revenu en Europe en 2012 et vous seriez resté en France jusqu'en 2013 avant de finalement retourner en Algérie.

En 2015 vous seriez parti au Maroc en voiture et vous auriez payé ... euros à un passeur pour vous faire passer en Espagne par zodiaque. Vous auriez pris un train jusqu'en France et vous seriez arrivé au Luxembourg en covoiturage.

Vous auriez quitté l'Algérie parce que vous auriez eu un cabaret en Algérie et que vous auriez été menacé par des musulmans. Vous auriez choisi le Luxembourg pour introduire votre demande de protection internationale parce que la France n'aurait pas voulu vous accueillir. Vous ne seriez ni politiquement actif, ni membre d'une milice et vous auriez fait le service militaire de 1996 à 1998.

Il ressort dudit rapport que vous êtes signalisé dans les fichiers nationaux pour avoir été impliqué dans une bagarre à Luxembourg en mars 2014. A part le fait que vous disposez de nombreux alias, vous êtes connu pour des faits de vol, entrée et séjour irrégulier, vol à l'étalage et organisation criminelle en Belgique, en France et au Luxembourg.

Vous êtes signalisé sous l'alias ... en Belgique depuis 2014 pour une ordonnance de capture en 2015 pour un prélèvement ADN. Vous avez également été interpellé en Allemagne en 2014 à la suite d'un mandat d'arrêt.

Vous ne présentez aucun document d'identité.

Quant à vos déclarations auprès du Service Réfugiés

En mains le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 7 mars 2018 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.

Il résulte de vos déclarations que vous auriez quitté votre pays d'origine parce que « je n'ai pas de papiers. Je veux avoir des papiers. Je veux travailler, faire ma vie. Comme les autres. » (page 5 du rapport d'entretien) et parce qu'en Algérie « on n'a pas le droit de vendre de l'alcool. J'étais menacé. Et je le suis toujours. » (page 5 du rapport d'entretien).

Ainsi vous auriez eu un bar respectivement un cabaret dans le quartier « » à Alger et « des terroristes [...] Ils n'ont pas de nom. Ils font cela au nom d'Allah » (page 3-4 du rapport d'entretien) vous auraient menacé. Vous auriez payé « de l'argent pour qu'ils me laissent tranquille. » (page 5 du rapport d'entretien). Après avoir fermé le bar et avoir « déclaré faillite » (page 6 du rapport d'entretien) parce que « je n'arrivais plus à payer mon loyer » (page 6 du rapport d'entretien), « rien » (page 6 du rapport d'entretien) ne se serait passé, hormis « des coups de fils de temps en temps. Pour rejoindre le groupe. Je ne voulais pas. » (page 6 du rapport d'entretien).

Il ressort de vos dires que vous seriez parti d'Algérie en 2005, vous ne seriez plus retourné en Algérie et vous auriez vécu depuis 2006 à, en France où vous auriez travaillé

« sur des marchés au noir » (page 5 du rapport d'entretien). Vous n'auriez pas introduit de demande de protection internationale en France parce que « je sais qu'ils vont m'expulser de suite parce que je suis Algérien. » (page 5 du rapport d'entretien). Après « des aller-retours [...] pour m'informer » (page 4 du rapport d'entretien), vous auriez « décidé de faire ma demande d'asile » (page 4 du rapport d'entretien) au Luxembourg parce que « j'ai adoré le Luxembourg. Surtout pour faire les papiers. Pour régler la situation » (page 4 du rapport d'entretien)

Enfin, il ressort du rapport d'entretien du 7 mars 2018 qu'il n'y a plus d'autres faits à invoquer au sujet de votre demande de protection internationale et aux déclarations faites dans ce contexte. (...) », informa ce dernier qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se basant sur les dispositions de l'article 27, paragraphe (1), sous a), c), h) et j) de la loi du 18 décembre 2015 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 14 mai 2018, Monsieur a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 25 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, de la décision ministérielle du même jour portant refus de faire droit à sa demande de protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Etant donné que l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions du ministre de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale prises dans ce cadre et contre l'ordre de quitter le territoire prononcé dans ce contexte, et attribue compétence au président de chambre ou au juge qui le remplace pour connaître de ce recours, la soussignée est compétente pour connaître des recours en réformation dirigés contre les décisions du ministre du 25 avril 2018, telles que déférées.

Lesdits recours ayant encore été introduits dans les formes et délai de la loi, ils sont à déclarer recevables.

A l'appui des trois volets de son recours, le demandeur expose les faits et rétroactes gisant à la base de la décision déférée.

Quant au volet du recours dirigé contre la décision de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée

A l'appui du volet de son recours dirigé contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, le demandeur en se basant sur l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 donne tout d'abord à considérer qu'il aurait déposé sa demande de protection internationale en date du 29 décembre 2015, qu'il n'aurait néanmoins seulement été auditionné en date du 7 mars 2018 par un agent du ministère tout en faisant remarquer qu'il aurait été à la disposition du ministère déjà à partir du 13 octobre 2017, date de son incarcération au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). Il relève que plus de deux ans et demi se serait ainsi écoulé entre l'introduction de sa demande de protection internationale et son entretien au CPL, tout en prétendant que le ministre aurait déjà pertinemment su dès le début que son dossier tomberait sous l'un des cas prévus au paragraphe (1) de l'article 27 de

la loi du 18 décembre 2015 puisqu'il aurait adressé des demandes de reprise en charge aux autorités belges et italiennes au début de l'année 2016. Il reproche plus particulièrement au ministre de n'avoir statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale qu'en date du 25 avril 2018. Au vu de ces considérations, le demandeur estime que ce serait à tort que le ministre aurait appliqué la procédure accélérée puisqu'il aurait manifestement dépassé le délai prévu à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet de ce moyen.

L'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « *Le ministre prend sa décision au plus tard dans un délai de deux mois à partir du jour où il apparaît que le demandeur tombe sous un des cas prévus au paragraphe (1) qui précède. Sans préjudice des délais prévus à l'article 26, ce délai peut être dépassé lorsque cela est nécessaire pour assurer un examen approprié et exhaustif de la demande de protection internationale.* »

Il résulte de la disposition légale qui précède que le délai imparti au ministre pour prendre une décision dans le cadre d'une procédure accélérée est *a priori* de deux mois à compter du jour où il devient manifeste qu'un demandeur de protection internationale tombe dans un des cas prévus à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015.

En l'espèce, il est constant en cause que le demandeur a déposé sa demande de protection internationale en date du 29 décembre 2015 et qu'une décision n'a été prise à son encontre qu'en date du 25 avril 2018.

En ce qui concerne le point de départ du délai de deux mois, il y a lieu de retenir que le délai de deux mois tel que prévu à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 ne commence pas à courir à partir du dépôt de la demande de protection internationale, mais à partir du moment où le ministre dispose de la totalité des motifs invoqués par un demandeur de protection internationale, c'est-à-dire à la fin de l'entretien, respectivement de la relecture de celui-ci. Pour savoir si un demandeur de protection internationale tombe dans un des cas de figure prévus à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, il est ainsi nécessaire d'avoir connaissance de l'ensemble des éléments à la base de la demande de celui-ci. Ce n'est cependant que lors de l'entretien auprès de la direction de l'Immigration, tel que prévu à l'article 13 de la loi du 18 décembre 2015, que le demandeur de protection internationale a la possibilité et même l'obligation d'exposer l'ensemble des faits à la base de sa demande¹.

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier administratif que le demandeur a été auditionné par un agent de la direction de l'Immigration en date 7 mars 2018. Force est dès lors de retenir que conformément à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, le délai imparti au ministre pour prendre une décision dans le cadre de l'article 27 de la loi du 18 décembre 2015 a en l'espèce commencé à courir au plus tôt le 7 mars 2018 à minuit, soit le 8 mars 2018, pour expirer le 8 mai 2018, c'est-à-dire postérieurement à la prise de décision litigieuse.

Au vu de ce qui précède, le moyen relatif à une violation de l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 est partant à rejeter pour ne pas être fondé.

Le demandeur reproche ensuite au ministre de s'être notamment basé sur l'article 27, paragraphe (1), sous a) de la loi du 18 décembre 2015 pour recourir à la procédure accélérée.

¹ trib. adm. 18 juin 2014, n°34405 du rôle, disponible sous www.ja.etat.lu

Il considère que contrairement à ce qu'aurait retenu le ministre il aurait soumis des motifs clairs et précis dans le cadre de sa demande de protection internationale tendant à la reconnaissance du statut de protection internationale en décrivant les persécutions qu'il aurait subies dans son pays d'origine et qui l'auraient contraint à fuir, à savoir des menaces reçues par un « *groupe de terroristes* ».

Il craindrait en effet pour sa vie et n'aurait pas eu d'autre choix que de quitter son pays d'origine. Selon le demandeur ni la police algérienne, ni une quelconque institution de son pays d'origine ne seraient en mesure de lui garantir sa sécurité.

Il considère encore que ce serait à tort que le ministre aurait émis des doutes quant à la sincérité de son récit sans relever de réelles contradictions dans ses déclarations, ni d'autres éléments permettant de croire que les faits qu'il aurait rapportés ne seraient pas exacts.

Il conclut au rejet des arguments ministériels, et invita le tribunal à constater que les faits exposés par le requérant seraient crédibles, pertinents et graves.

Il reproche ensuite au ministre de s'être basé sur l'article 27, paragraphe (1), sous c), erronément désigné par l'article 27, paragraphe (1), sous b), en insistant sur le fait que lors du dépôt de sa demande de protection internationale au Luxembourg il aurait donné sa vraie identité, de sorte qu'on ne saurait lui reprocher d'avoir fait usage d'une autre identité sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, et que ce serait ainsi à tort que le ministre prétendrait qu'il aurait induit en erreur les autorités luxembourgeoises en ce qui concerne son identité.

En ce qui concerne l'article 27, paragraphe (1), sous h), Monsieurprécise qu'il aurait dès son entrée sur le territoire luxembourgeois déposé une demande de protection internationale. Il explique que le fait d'avoir été présent sur le territoire du Grand-Duché en 2014 ne saurait être pris en compte pour déterminer s'il se serait trouvé en séjour irrégulier au Luxembourg, respectivement qu'il n'aurait pas présenté sa demande de protection internationale dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée en expliquant qu'en 2014 il ne se serait trouvé que quelques jours sur le territoire du Luxembourg tout en faisant remarquer qu'il aurait à ce moment séjourné en France.

Il relate encore que la décision du ministre du 30 juin 2016 ordonnant son transfert vers l'Italie ne lui aurait jamais été notifiée, de sorte qu'il n'aurait pas eu connaissance de cette décision.

Il indique encore avoir fait l'objet d'une arrestation par les autorités policières en date du 1^{er} avril 2017 et que malgré son signalement national en vue de son placement au Centre de rétention, les policiers l'auraient relâché.

Il relève qu'en l'absence de notification de l'arrêté ministériel lui ordonnant de quitter le territoire ou l'informant de son séjour irrégulier - ayant pourtant élu domicile dans l'étude de son mandataire - il aurait été persuadé de pouvoir rester en toute légalité sur le territoire national tant que la procédure relative à sa demande de protection internationale serait en cours.

Finalement, en ce qui concerne l'article 27, paragraphe (1), sous j), le demandeur prétend que le dossier administratif ne contiendrait aucune preuve qu'il aurait été condamné à une peine d'emprisonnement pour les infractions pour lesquelles il serait signalisé ou connu.

En rappelant qu'une personne serait présumée innocente tant qu'elle n'aurait pas été condamnée par une décision coulée en force de chose jugée, il ne saurait être qualifié de danger pour l'ordre public alors qu'aucune poursuite n'aurait été intentée contre lui. A cet égard, il indique qu'aucune décision coulée en force de jugée aurait été prise en relation aux infractions qu'on lui reproche dans le cadre de sa détention préventive et conteste encore qu'il aurait commis une quelconque infraction en relation avec la bagarre en mars 2014. Il en serait de même en ce qui concerne l'ordonnance de capture délivré par les autorités judiciaires belges. Il en conclut que ce serait à tort que le ministre prétendrait que Monsieur constituerait un danger pour l'ordre public.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en reprenant en substance les motifs à la base de la décision litigieuse.

Il ressort de l'alinéa 2 de l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015, aux termes duquel « *Si le président de chambre ou le juge qui le remplace estime que le recours est manifestement infondé, il déboute le demandeur de sa demande de protection internationale. Si, par contre, il estime que le recours n'est pas manifestement infondé, il renvoie l'affaire devant le tribunal administratif pour y statuer* », qu'il appartient au magistrat, siégeant en tant que juge unique, d'apprécier si le recours est manifestement infondé. Dans la négative, le recours est renvoyé devant le tribunal administratif siégeant en composition collégiale pour y statuer.

A défaut de définition contenue dans la loi du 18 décembre 2015 de ce qu'il convient d'entendre par un recours « *manifestement infondé* », il appartient à la soussignée de définir cette notion et de déterminer, en conséquence, la portée de sa propre analyse.

Il convient de prime abord de relever que l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015 dispose que l'affaire est renvoyée ou non devant le tribunal administratif selon que le recours est ou n'est pas manifestement infondé, de sorte que la notion de « *manifestement infondé* » est à apprécier par rapport aux moyens présentés à l'appui du recours contentieux, englobant toutefois nécessairement le récit du demandeur tel qu'il a été présenté à l'appui de sa demande et consigné dans le cadre de son rapport d'audition.

Le recours est à qualifier comme manifestement infondé si le rejet des différents moyens invoqués s'impose de manière évidente, en d'autres termes, si les critiques soulevées par le demandeur à l'encontre des décisions déférées sont visiblement dénuées de tout fondement. Dans cet ordre d'idées, il convient d'ajouter que la conclusion selon laquelle le recours ne serait pas manifestement infondé n'implique pas pour autant qu'il soit nécessairement fondé. En effet, dans une telle hypothèse, aux termes de l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015, seul un renvoi du recours devant une composition collégiale du tribunal administratif sera réalisé pour qu'il soit statué sur le fond dudit recours.

Force est de relever qu'en l'espèce, la décision ministérielle déférée est fondée sur les points a), c), h) et j) de l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, qui disposent que « *(1) Sous réserve des articles 19 et 21, le ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans les cas suivants:*

a) le demandeur, en déposant sa demande et en exposant les faits, n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ; ou (...)

c) le demandeur a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité ou sa nationalité, en présentant de fausses indications ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable; ou (...)

h) le demandeur est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire et, sans motif valable, ne s'est pas présenté aux autorités ou n'a pas présenté une demande de protection internationale dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée; ou (...)

j) il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou le demandeur a fait l'objet d'une décision d'éloignement forcé pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public au regard de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. (...) ».

Il s'ensuit qu'aux termes de l'article 27, paragraphe (1), sous a), c), h) et j) de la loi du 18 décembre 2015, le ministre peut statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale par voie de procédure accélérée s'il apparaît que les faits soulevés lors du dépôt de la demande sont sans pertinence au regard de l'examen de cette demande ou si le demandeur a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité ou sa nationalité en présentant de fausses indications ou de faux documents ou si le demandeur a dissimulé des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer cette décision ou s'il est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire sans se présenter aux autorités dans les délais les plus brefs ou s'il représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public.

Les conditions pour pouvoir statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée étant énumérées à l'article 27 (1) de la loi du 18 décembre 2015 de manière alternative et non cumulative, le fait qu'une seule des conditions soit valablement remplie justifie la décision ministérielle à suffisance.

Concernant plus particulièrement le point a) de l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, afin d'analyser si le demandeur n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, il y a d'abord lieu de relever qu'en vertu de l'article 2 h) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 f) de la même loi, comme « [...] tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner [...] ».

Par ailleurs, l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « (1) *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent:*

a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). [...] ».

Aux termes de l'article 2 g) de la loi 18 décembre 2015 est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ». L'article 48 de la même loi énumère en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution; ou la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.* ».

En outre, aux termes de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 « *Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être:*

a) l'Etat;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. » et aux termes de l'article 40 de la même loi : « (1) *La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par:*

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) *La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la*

persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. (...) ».

Il se dégage de ces dispositions légales que tant l'octroi du statut de réfugié que celui du statut conféré par la protection subsidiaire supposent, entre autres, d'une part, que les faits invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale atteignent un certain degré de gravité - lequel est déterminé, s'agissant du statut de réfugié, par l'article 42 (1) de la loi du 18 décembre 2015 relatif à la notion de « persécution » et, s'agissant de la protection subsidiaire, par l'article 48 de la même loi, qui précise la notion d'« atteinte grave » - et, d'autre part, que l'intéressé ne puisse se prévaloir d'une protection étatique appropriée, étant rappelé que la notion de protection n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants d'un pays contre la commission de tout acte de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain niveau de dissuasion.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire.

En l'espèce, le demandeur, qui a déclaré être de nationalité algérienne et de confession musulmane, fait état entre les années 2002 et 2004 d'agissements de la part de « terroristes » non autrement identifiés qui l'auraient menacé à plusieurs reprises en raison du fait qu'il aurait vendu de l'alcool dans le cabaret-bar qu'il exploitait à l'époque.

La soussignée est toutefois amenée à constater que les incidents décrits par le demandeur au cours de son audition par la direction de l'Immigration, tant pris isolément que par leur effet cumulé, n'atteignent pas le niveau de gravité prévu par l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 rendant sa vie intolérable en Algérie.

En effet, lors de son audition, le demandeur a expliqué que des « terroristes » agissant « au nom d'Allah » seraient venus le menacer à plusieurs reprises car il vendait de l'alcool, ces personnes l'auraient néanmoins laissé tranquille en échange d'une somme d'argent. Il aurait par ailleurs pu déposer plainte contre les agissements de ces personnes au commissariat d'Alger.

Suite à la faillite de son commerce - le demandeur ayant déclaré qu'il n'aurait plus été apte à payer ses loyers - il n'aurait reçu que quelques coups de fils l'invitant à rejoindre ce groupe islamiste, ce qu'il aurait néanmoins refusé.

Le demandeur a répondu au cours de son audition avoir déposé une demande de protection internationale au Luxembourg parce « *je n'ai pas de papiers. Je veux avoir des papiers. Je veux travailler, faire ma vie. Comme les autres* » et à la question de l'agent en charge de l'audition lui demandant quelles pourraient être les conséquences concrètes d'un retour dans son pays d'origine « *Je ne veux pas y retourner. Je serais dans la merde. J'ai quarante-et-un an. Je n'ai rien au pays.* »

La soussignée constate en tout état de cause que le comportement affiché par un groupe d'Algériens non autrement identifiés, qui se résume, suivant le récit du demandeur, à

des menaces verbales, qui par ailleurs ont pu être dénoncé à la police, doit s'analyser davantage et en substance en des harcèlements, sans que le demandeur n'ait apporté le moindre élément permettant de retenir que de tels agissements, tant pris isolément que par leur effet cumulé, aient pu atteindre le niveau de gravité prévu par l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 rendant sa vie intolérable en Algérie, les menaces prises en leur globalité ne constituant en particulier pas une violation grave des droits fondamentaux de l'Homme. Cette conclusion est d'ailleurs corroborée par le fait, d'une part, que les menaces, pourtant prétendument proférées régulièrement pendant deux ans, n'ont jamais été portées à exécution, et, d'autre part, que le demandeur ne semble pas avoir ressenti lui-même ces agissements, pourtant récurrents depuis plusieurs années, comme ayant été graves au point de rendre sa vie intolérable dans son pays d'origine puisqu'il ne l'a quitté qu'en 2005 et il y est retourné plusieurs fois selon ses propres déclarations. Il a également indiqué que lesdites menaces auraient cessées en 2004 suite à la faillite de son établissement commercial et les personnes qui l'auraient menacé auraient exprimé la volonté qu'il les rejoigne dans leur mouvement, informations confortant la thèse avancée par le ministre selon laquelle Monsieur ferait seulement état d'un sentiment général d'insécurité. La crainte mise en avant par le demandeur doit dès lors s'analyser en un sentiment général d'insécurité, manifestement insuffisant pour pouvoir constituer une crainte raisonnable de persécutions.

La soussignée constate encore qu'il ne peut effectivement pas être exclu que la demande de protection internationale de Monsieur est basée sur des motifs économiques, dans la mesure où il exprime avoir fait faillite, qu'il ne disposerait de « *rien au pays* » et qu'il souhaiterait régulariser sa situation pour pouvoir obtenir des papiers et travailler comme tout le monde. Par ailleurs, le fait d'avoir travaillé illégalement pendant près de dix ans dans plusieurs pays européens sans y avoir déposé de demande de protection internationale confirme cette analyse, alors qu'il est légitime d'attendre d'une personne se sentant réellement persécutée ou victime d'atteintes graves, respectivement craignant sérieusement de subir de tels actes en cas de retour dans son pays d'origine, qu'elle dépose une demande de protection internationale dès qu'elle a l'occasion de le faire.

Il s'ensuit que le demandeur ne remplit manifestement pas les conditions d'obtention d'un statut de réfugié au sens de l'article 2 f) de la loi.

En ce qui concerne le statut conféré par la protection subsidiaire, tel que relevé ci-avant, il se dégage des dispositions légales précitées que l'octroi du statut conféré par la protection subsidiaire, tout comme l'octroi du statut de réfugié, suppose, entre autres, que les faits invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale atteignent un certain degré de gravité - lequel est déterminé, s'agissant de la protection subsidiaire, par l'article 48 de la même loi, qui précise la notion d' « *atteinte grave* ».

Force est de constater qu'en l'espèce, le demandeur n'allègue pas risquer de subir la peine de mort ou l'exécution au sens de l'article 48 a) de la loi du 18 décembre 2015, ni d'être soumis à la torture au sens du point b) du même article, ni encore craindre des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens du point c) du même article.

Ensuite, en ce qui concerne le risque de subir des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants dans son pays d'origine, tel que cela a été retenu dans le cadre de l'analyse des motifs invoqués à la base de la demande d'octroi du statut de réfugié, il échet de constater que les faits relatés par le demandeur s'analysent en substance en des harcèlements qui, en l'absence de toute autre précision, ne revêtent manifestement pas le degré de gravité requis

pour pouvoir être considérés comme des atteintes graves au sens des articles 2 g) et 48 de la loi du 18 décembre 2015, respectivement que la crainte mise en avant par le demandeur doit s'analyser en un sentiment général d'insécurité insuffisant pour constituer une crainte raisonnable de subir des atteintes graves.

Il s'ensuit que le demandeur n'a manifestement pas établi qu'il risquerait, en Algérie, des atteintes graves au sens de l'article 48 précité de la loi du 18 décembre 2015.

Il suit des considérations qui précèdent que le recours du demandeur dans la mesure où il tend à la réformation de la décision du ministre d'analyser sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée est manifestement infondé, en ce sens que les moyens qu'il a présentés pour établir que les faits soulevés à la base de sa demande de protection internationale ne seraient pas dépourvus de pertinence, sont visiblement dénués de tout fondement, sans qu'il n'y ait lieu d'examiner les moyens fondés sur l'article 27, paragraphe (1), points c), h) et j) de la loi du 18 décembre 2015, cet examen devenant surabondant.

Il s'ensuit que le recours en réformation contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée est à rejeter comme étant manifestement non fondé.

Quant au recours dirigé contre la décision de refus d'accorder une protection internationale

A l'appui de son recours dirigé contre le refus de lui accorder une protection internationale, Monsieur estime que le ministre aurait conclu, à tort, que les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne seraient pas remplies dans son chef. Il précise, à cet égard, que les faits sous-jacents à sa demande de protection internationale constitueraient des persécutions dans la mesure où il aurait fait l'objet de diverses menaces et attentat à sa vie pendant plusieurs mois par un groupe d'islamistes en raison, d'une part, du fait qu'il aurait vendu des boissons alcoolisées et, d'autre part, qu'il aurait refusé de rejoindre « *leur groupe de croyants intégristes* ».

Au vu des faits relatés, le demandeur estime que les actes invoqués seraient motivés par l'un des critères de fond de l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015.

Il releva encore la circonstance que le groupe d'islamistes serait actif sur l'ensemble du territoire algérien, de sorte que ces craintes n'auraient pas qu'un caractère local.

Il retient qu'il n'aurait eu d'autre choix que de fuir son pays d'origine, ne pouvant par ailleurs pas bénéficier d'une protection de la part des autorités locales, et que l'article 2 de la convention européenne des droits de l'homme aurait manifestement été violé.

Il devrait ainsi pouvoir bénéficier du statut de réfugié, sinon du statut conféré par la protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement conclut également au rejet de ce volet du recours.

S'agissant du recours dirigé contre le refus du ministre d'accorder une protection internationale au demandeur, force est de rappeler que la soussignée vient ci-avant de retenir, dans le cadre de l'analyse de la décision de statuer sur la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée que le demandeur est resté en défaut de présenter des

faits d'une quelconque pertinence pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, que ce soit au statut de réfugié ou à celui conféré par la protection subsidiaire. Ainsi la soussignée, au niveau de la décision au fond du ministre de refuser la protection internationale, ne saurait que réitérer son analyse précédente en ce sens que c'est pour les mêmes motifs qu'il y a lieu de conclure, au vu des faits et moyens invoqués par le demandeur, à l'appui de sa demande en obtention d'une protection internationale, dans le cadre de son audition ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, que le demandeur ne remplit manifestement pas les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, de sorte que le recours contre la décision de refus d'un statut de protection internationale est également à déclarer comme manifestement infondé.

Quant à la décision portant ordre de quitter le territoire

Dans le cadre du recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, Monsieur fait valoir que l'ordre de quitter le territoire devrait être réformé comme conséquence de la réformation du refus d'accorder une protection internationale et en vertu du principe de précaution.

Le délégué du gouvernement conclut encore au rejet de ce volet du recours.

Il convient de relever qu'aux termes de l'article 34, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. (...)* ». En vertu de l'article 2 q) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la *décision* du ministre visée à l'article 34, paragraphe (2), précité, de la loi du 18 décembre 2015 est une *décision négative*, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Dans la mesure où la soussignée vient de retenir que le recours dirigé contre le refus d'une protection internationale est manifestement infondé, le ministre a également valablement pu assortir cette décision d'un ordre de quitter le territoire, sans violer le principe de précaution, tel qu'invoqué par le demandeur.

Il suit des considérations qui précèdent que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est à son tour à rejeter comme étant manifestement infondé.

Par ces motifs,

le juge, siégeant en remplacement du vice-président présidant la deuxième chambre du tribunal administratif, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 25 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre celle portant refus d'une protection internationale et contre l'ordre de quitter le territoire ;

au fond, déclare le recours dirigé contre ces trois décisions manifestement infondé et en déboute ;

déboute le demandeur de sa demande de protection internationale ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 juin 2018 par la soussignée, Hélène Steichen, juge au tribunal administratif, en présence du greffier assumé Lejila Adrovic.

s. Lejila Adrovic

s. Hélène Steichen

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 14 juin 18
Le Greffier du Tribunal administratif